

Géopolitique. Guerre en Ukraine : vers un bourbier en Europe ?

Un an après le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine, le conflit semble s'engager dans le temps long. Une situation qui laisse envisager la naissance d'un « Vietnam » européen. Avec FRANCIS WURTZ Député honoraire PCF au Parlement européen et président du groupe GUE/NGL, et auteur (1) PASCAL BONIFACE Géopolitologue, fondateur et directeur de l'Iris, et auteur (2) et ANNA COLIN LEBEDEV Maîtresse de conférences en science politique à l'université ParisNanterre, et autrice

Publié le
Vendredi 17 février 2023
[Jérôme Skalski](#)



© Sameer Al-Doumy/AFP

Loin de s'atténuer, la conflictualité guerrière qui oppose la Russie à l'Ukraine et, par son intermédiaire, la Russie à l'Otan, s'exacerbe de jour en jour. Les membres de l'Otan se sont réunis, mardi, pour accélérer leurs livraisons d'armements à l'Ukraine, quelques jours après la visite à Londres, à Paris et à Bruxelles du président Volodymyr Zelensky, plaident pour la livraison d'avions de combat à son pays. « *Nous sommes engagés dans une course à la*

logistique pour des capacités clés », a expliqué Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'organisation transatlantique.

Dans le processus de livraison d'armes à l'Ukraine, les protagonistes ne semblent-ils pas jouer un jeu d'équilibristes à la recherche d'une ligne rouge ?



Francis Wurtz
Député honoraire PCF au Parlement européen

Francis Wurtz Nous sommes en effet entrés, en matière de livraisons d'armements, dans une phase de surenchère extrêmement préoccupante et dangereuse. Préoccupante, car elle s'inscrit dans la perspective d'une guerre longue, d'une escalade de plus en plus meurtrière. Et dangereuse dans la mesure où cette fameuse « ligne rouge » est une notion purement subjective : elle risque fort d'apparaître quand Poutine estimera qu'il ne peut plus rivaliser avec l'Otan avec des armes conventionnelles. C'est un pari terriblement hasardeux. Il faut arrêter de miser sur « un gagnant » par les armes dans cette guerre. Si gagnant il y avait, sur le champ de bataille, ce serait une victoire à la Pyrrhus, autrement dit un désastre général !

Cette stratégie, à mes yeux irresponsable, a été formalisée le 26 avril 2022 par le secrétaire américain à la Défense sur la base militaire américaine de Ramstein devant les représentants des 40 pays « alliés », quand celui-ci a déclaré : « *Les Ukrainiens peuvent gagner s'ils ont les bons équipements.* » Depuis, tout se passe comme si le degré de solidarité avec l'Ukraine se mesurait à la nouvelle limite que chaque pays ose franchir en matière de livraisons d'armement. Non sans incohérence, d'ailleurs, qui traduisent des hésitations, sinon des divergences entre alliés. Dernier exemple : sur les avions de chasse, Biden dit – pour le moment – « No », quand son proche allié, le premier ministre britannique, forme des pilotes ukrainiens en prévision de telles livraisons.



Pascal Boniface
Géopolitologue

Pascal Boniface Au départ, il y avait une très forte réticence des Européens à livrer des armes. Désormais, au fur et à mesure, tous les verrous ont sauté. Après de l'artillerie, des blindés légers et des blindés lourds, on en est aujourd'hui à se poser la question d'envoyer des avions. En livrant des chars, on est passés d'armes défensives à des armes offensives, ce qui

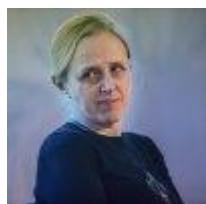
était déjà le passage d'un premier palier. Avec des avions, ce serait des armes qui éventuellement seraient capables d'atteindre le territoire russe en profondeur.

Le gouvernement ukrainien sait jouer de la concurrence entre Européens. Ce qui est paradoxal, c'est que c'est Zelensky et l'Ukraine qui sont aidés, mais que ce sont eux qui dirigent la manœuvre et fixent ce qui doit être inscrit à l'ordre du jour. Les pays européens suivent parce qu'ils ne veulent pas se couper des États-Unis, mais aussi parce qu'ils ne sont pas d'accord entre eux sur l'avenir de la guerre et sur ses responsabilités.

Une fois les armes livrées, un usage incontrôlé n'est-il pas envisageable ?

Pascal Boniface Dans quelles conditions les armes sont-elles livrées ? Il faut plusieurs semaines pour former un conducteur de char et plusieurs mois pour former un pilote d'avion, mais une fois que les armes seront données, en effet, la question de savoir quel contrôle on aura sur elles se pose. Est-ce qu'il faudra une autorisation pour les utiliser ? Dans quelles missions ?

Quel est l'état d'esprit des populations russe et ukrainienne ?



Anna Colin Lebedev
Maîtresse de conférences en science politique à l'université Paris-Nanterre

Anna Colin Lebedev Pour les Ukrainiens, il s'agit d'une guerre pour leur survie. Ils considèrent que la Russie est dans un projet à la fois génocidaire et d'annihilation de l'État ukrainien souverain. La deuxième dimension correspond à ce que l'État russe dit explicitement. L'idée d'arrêter de combattre, c'est, pour eux, laisser les génocidaires agir, et céder les territoires n'apparaît pas comme une solution. Pour les Ukrainiens, le sens de cette guerre n'a rien de simplement territorial.

Du côté de la population russe, au-delà de ce qui peut être déclaré publiquement, il continue à y avoir une grande indifférence pour l'issue de cette guerre. Si, demain, Vladimir Poutine déclarait un cessez-le-feu et donnait à cette décision une justification quelconque, la population pousserait un grand soupir de soulagement. La plupart des Russes pensent qu'ils n'ont d'autre choix que de soutenir la guerre mais, dans le même temps, le discours sur l'Occident qui cherche à détruire la Russie ne les mobilise pas suffisamment pour qu'ils cherchent à continuer la guerre à tout prix.

De manière générale, la lecture que les Russes font de cette guerre est bien évidemment à l'opposé de celle des Ukrainiens. L'Ukraine et l'Occident sont jugés responsables de ce qui se

passe. Mais, on le voit à la manière dont s'est déroulée, par exemple, la mobilisation militaire, les Russes n'ont fondamentalement pas envie de combattre sur un territoire extérieur.

Parler de génocide, eu égard au contenu historique auquel ce terme nous renvoie, notamment dans l'Est européen, n'est-il pas excessif ?

Anna Colin Lebedev Les historiens spécialistes de ces questions identifient effectivement des éléments génocidaires dans la manière dont la Russie agit sur le terrain, au-delà des violences de guerre. Ce n'est pas juste rhétorique. C'est d'autant moins rhétorique que les Ukrainiens considèrent que Moscou a, depuis près d'un siècle, des intentions génocidaires à leur égard. Au-delà de la justesse des qualificatifs, cette conviction suffit à produire des effets sur leur vision de la guerre et de la sortie de la guerre.

Les voix qui s'opposent à l'escalade en Ukraine ou à la recherche d'un apaisement sont-elles encore audibles dans le débat actuel ?

Pascal Boniface Non. Un glissement dans le débat s'est opéré. Seule une poignée très faible de gens estiment que la Russie est en légitime défense et qu'elle n'a fait que prendre les devants par rapport à une guerre qu'elle aurait dû subir si elle n'avait rien fait. Ils sont très peu nombreux. Ensuite, parmi tous ceux qui estiment que la Russie commet une agression et que cette agression est inacceptable il y a, pour faire court, deux types de position. Certains estiment, depuis le départ, que la Russie est un pays agressif et que Poutine n'a fait que confirmer les soupçons et les accusations qui pesaient sur lui. D'autres disent que l'on a perdu la Russie et qu'une autre option aurait été possible mais que l'on a accumulé les erreurs à son égard, ce qui a produit ce résultat.

Des gens comme Henry Kissinger, comme George Kennan, l'inventeur du concept de « containment », ou encore comme François Mitterrand ont mis en garde contre l'élargissement de l'Otan en disant qu'il pouvait conduire à une catastrophe. Cela a été aussi la position de Nicolas Sarkozy, en 2008. Ces gens-là sont aujourd'hui ramenés à ceux qui soutiennent la guerre. On les met en accusation. Ceux qui ont plaidé pour un dialogue équilibré et un véritable partenariat avec la Russie ou un dialogue sans concession avec la Russie, mais un dialogue, sont rendus responsables du déclenchement de la guerre.

Francis Wurtz Je ne parlerais pas de « recherche d'un apaisement », dans la mesure où il s'agit, dans tous les cas de figure, de mettre un terme à l'agression militaire russe ! Je pense, en revanche, qu'il faut faire tout le possible pour créer les conditions d'un règlement politique du conflit. On me rétorquera que c'est la quadrature du cercle, mais quel dirigeant politique occidental a, jusqu'ici, sérieusement exploré cette voie ? Nous sommes en train d'être pris dans un engrenage qui risque de devenir impossible à arrêter. Emmanuel Macron, qui avait manifesté naguère quelques velléités d'autonomie face au courant dominant de l'Otan, est rentré dans le rang. On mesure la grandeur d'un chef d'État à son courage d'aller à contre-courant d'une stratégie si sa conviction est qu'elle nous conduit dans le mur ! Mais Macron a-t-il seulement des convictions ?

N'y a-t-il pas des voies de paix qui s'expriment dans la société ukrainienne ?

Anna Colin Lebedev Il y a quelque chose qui apparaît fondamentalement inacceptable pour les Ukrainiens : ce serait de laisser seuls, aux mains des Russes, les habitants des territoires actuellement occupés. Le contact est intense entre les habitants de ces territoires, qui demandent que l'on vienne les libérer, et le reste de l'Ukraine. Si le discours de paix passe par un arrêt des combats et par un front figé dans un premier stade, ce sera politiquement impossible pour le pouvoir politique ukrainien. Le risque de perte de légitimité du pouvoir serait très fort, car Zelensky serait accusé d'abandonner son peuple.

Les Ukrainiens sont pour la paix. Peut-être aurais-je dû commencer par ce point. L'Ukraine est un pays qui n'a pas connu de guerre sur son territoire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La société ukrainienne, avant l'annexion de la Crimée en 2014, était une société fondamentalement pacifique. Les Ukrainiens ne se sont jamais envisagés engagés dans une guerre et surtout pas contre la Russie. Mais pour faire face à l'agression dont ils font l'objet, la paix ne pourra passer que par la disparition des intentions belliqueuses de la Russie à leur égard.

En Ukraine, personne ne parle de cessez-le-feu parce que le cessez-le-feu n'est pas la paix. C'est au contraire donner à la Russie les moyens de continuer la guerre, comme un prélude à une guerre encore plus violente.

Comment retrouver le chemin du dialogue et de la diplomatie dans ce contexte ? Quel peut être le rôle de la France, en l'occurrence ?

Pascal Boniface Il ne faut pas se le cacher. La France a des marges de manœuvre réduites. Elle est mise en accusation par ses partenaires européens pour avoir trop longtemps dialogué avec Poutine et, aujourd'hui, Emmanuel Macron en est à vouloir au contraire montrer qu'il est le meilleur allié de Zelensky. Il y a une concurrence de tous les pays européens pour être le plus proche de Zelensky, course à laquelle Emmanuel Macron participe comme les autres. T

ous disent que l'on aidera l'Ukraine jusqu'à la victoire, mais personne ne veut être plus net et plus précis sur ce qu'est une victoire. Est-ce que la victoire, c'est récupérer tous les territoires perdus depuis le 24 février ? Est-ce récupérer la Crimée et juger Poutine, comme le souhaite Zelensky ? Je doute que l'on puisse juger Poutine un jour puisque personne n'a prévu d'aller jusqu'à Moscou pour faire son procès et que, même s'il y avait un coup d'État en Russie, je doute que les nouveaux dirigeants soient prêts à le livrer pour avoir les bonnes grâces des pays occidentaux parce que cela serait vécu comme une trahison par les Russes et une humiliation.

Quant à la question de la Crimée, même si effectivement l'annexion de la Crimée par la Russie est illégale du point de vue du droit international, force est de constater que les gens qui y habitent se sentent plus Russes qu'Ukrainiens. Le chef d'état-major de l'armée américaine a mis en garde contre l'extension de la guerre en Crimée. Il ne l'a pas fait pour faire plaisir à Poutine mais pour préserver les intérêts des États-Unis. Élargir à ce point la guerre créerait une situation incontrôlable, mais cela, personne ne le dit explicitement.

Francis Wurtz Je ne crois pas à une négociation simplement bilatérale entre Kiev et Moscou. Ni entre les Occidentaux et la Russie. Le conflit a désormais des ramifications mondiales. C'est donc, outre les représentants ukrainiens et russes, au niveau mondial – sous l'égide des Nations unies – qu'il faut, à mon sens, situer la recherche d'un règlement politique du conflit. Et – n'en déplaise à certains – le monde ne se limite pas à l'Occident. La clé du succès pourrait être l'implication dans ce processus de grands pays qui sont très préoccupés par cette guerre provoquée par Poutine – car elle menace leurs intérêts essentiels – sans pour autant s'aligner sur la stratégie des puissances occidentales, qu'ils jugent hégémoniques. Je pense à la Chine, mais aussi à l'Inde, au Brésil de Lula, à nombre de pays africains, etc. Ils ne sont pas sans influence sur Poutine, mais ne sont prêts à l'exercer qu'en faveur d'un règlement global des problèmes posés, pas d'une « Pax Americana ». La France s'honorera bien sûr, d'explorer cette piste. En a-t-elle aujourd'hui le courage ? Si oui, il faut qu'elle se dépêche d'agir.

- (1) *L'Europe libérale se meurt ? Vive l'Europe sociale !* éditions de l'Humanité, 2019. (2) *50 idées reçues sur l'état du monde*, Armand Colin, 2022. (3) *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie post-soviétique*, Seuil, 2022.

<https://www.humanite.fr/en-debat/debats/geopolitique-guerre-en-ukraine-vers-un-bourbier-en-europe-783091>